

Rassemblement du mouvement social le 15 novembre de 12h00 à 14h00 place de la Bourse à Bordeaux.

COMMUNIQUÉ DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
Relatif au discours du Président Sarkozy sur la « fraude « sociale » à Bordeaux

LUTTE CONTRE LA FRAUDE « SOCIALE » : UN LEURRE AU BENEFICE DE LA DELINQUANCE SPECULATIVE

> En pleine crise internationale de régulation des dérives des marchés financiers, le Gouvernement français a décidé d'appliquer la potion amère de la rigueur, au mépris de la justice sociale et de la dignité des citoyens. Pas de plus dans l'indécence : le Président de la République s'exprime ce mardi 15 novembre à Bordeaux sur la fraude qu'il qualifie de « sociale », c'est à dire celle des allocataires sociaux, alors même qu'elle est constituée à 80% par la délinquance fiscale des entreprises.

> Le rapport de la Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale rendu public en juin dernier révèle que si 1% des bénéficiaires de prestations seraient en infraction, ce sont 10% à 12% des entreprises qui seraient impliquées.

> En qualifiant faussement cette fraude de « sociale » et en s'attaquant ainsi aux bénéficiaires de prestations sociales, le Gouvernement stigmatise une fois de plus une catégorie croissante de la population qui vit dans le besoin et souvent sous le seuil de pauvreté¹ : familles monoparentales, jeunes, personnes âgées ou retraitées, étrangers... Le dernier baromètre crise-pauvreté du Secours Catholique est à cet égard édifiant, confirmant l'aggravation des situations de précarité et les difficultés croissantes de satisfaction de besoins de base (alimentation, logement, santé...).

> Le comble de l'injustice est que les mesures préconisées par ce rapport renforcent le dispositif de contrôle et de fichage des bénéficiaires de prestations sociales (carte vitale biométrique, renforcement des interconnexions de fichiers et du Répertoire national commun de la protection sociale).

> Dans le même temps, le hold up opéré par la grande délinquance spéculative et financière sur la dette publique des Etats, largement aggravée par le sauvetage sur le dos des contribuables du système bancaire en 2008, reste impuni. Un rapport récent de l'organisation Transparency International France 2 a ainsi dénoncé la menace que fait peser sur l'Etat de droit dans notre pays la grande précarité de moyens attribués à la police et aux juges financiers pour traiter les affaires de corruption, de délinquance financière³ ou de « délinquance en col blanc ».

> La Ligue des Droits de l'Homme de la Gironde et les organisations signataires dénoncent vivement le cynisme d'une politique qui frise l'imposture publique et jette l'opprobre sur les personnes les plus démunies.

> La LDH et les organisations signataires seront particulièrement vigilantes sur les termes du discours du Président de la République au regard des principes les plus fondamentaux de la justice, du droit, de la démocratie et de l'égalité de traitement fiscal et social entre citoyens.

Rassemblement le 15 de 12h à 14h Place de la Bourse
A l'appel de plusieurs organisations politiques, syndicales, associatives.